

- L'avis du Conseil d'État n'a pas été demandé, en application de l'article 3, § 1 des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973. L'urgence est motivée par la nécessité de fournir une sécurité juridique, entre autres, aux agriculteurs et aux conseillers agricoles concernant le report de la possibilité de modifier la demande unique. Selon la réglementation actuelle la date limite pour les modifications est fixée au 31 mai. La date limite a déjà été reportée du 31 avril au 15 mai. La crise actuelle de COVID-19 entrave le fonctionnement des exploitations agricoles. Un délai supplémentaire a déjà été accordé pour compléter la demande unique. Il convient également de prévoir un délai supplémentaire pour apporter d'éventuelles modifications à la demande unique. Il est urgent d'apporter la clarté et la certitude quant à la date limite de modification de la demande unique.

LA MINISTRE FLAMANDE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION, DE L'EMPLOI, DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET DE L'AGRICULTURE ARRÊTE :

Article 1^{er}. Dans l'article 18, § 1 de l'arrêté ministériel du 23 juin 2015 fixant la demande unique et les modalités de l'identification commune de parcelles, d'exploitations et de terres agricoles dans le cadre de la politique relative aux engrais et de la politique de l'agriculture, modifié par les arrêtés ministériels des 19 avril 2016, 3 février 2017 et 8 février 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° il est inséré entre les premier et deuxième alinéas un alinéa, libellé comme suit :

« Par dérogation au premier alinéa, la date limite de modification pour l'année civile 2020 est fixée au 12 mai. » ;

2° dans le deuxième alinéa existant, qui devient le troisième alinéa, le membre de phrase « , et dans l'année civile 2020 après le 12 juin, » est inséré entre les mots « en question » et les mots « seront traitées ».

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets à partir de la date de sa signature par la ministre.

Bruxelles, le 22 avril 2020.

La Ministre flamande de l'Économie, de l'Innovation, de l'Emploi, de l'Économie sociale et de l'Agriculture,
H. CREVITS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2020/40986]

22 AVRIL 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon autorisant les distributeurs et autres opérateurs du cycle anthropique de l'eau à constituer une provision pour risque et charge sur leur exercice 2019 pour couvrir l'impact de la crise COVID-19

Le Gouvernement wallon,

Vu le Livre II du Code wallon de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, notamment les articles D.228 et R.308 bis-21 ;

Vu le rapport du 1^{er} avril 2020 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1^{er} ;

Vu l'urgence qui ne permet pas d'attendre l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat dans un délai ramené à cinq jours, en raison notamment de l'aide urgente qui sera octroyée à différents acteurs afin de faire face aux conséquences de la crise COVID-19, qu'en conséquence il y a lieu de permettre aux distributeurs et autres opérateurs du cycle anthropique de l'eau de constituer une provision pour risque et charge sur leur exercice 2019 le plus rapidement possible;

Considérant que la crise sanitaire exceptionnelle liée au COVID-19 que connaît aujourd'hui la Belgique et les mesures, actuelles et à venir, prises pour limiter la propagation du virus dans la population sont de nature à ralentir toute forme d'activité sur le territoire de la Région wallonne, voire à paralyser certains services ;

Considérant que de nombreux employeurs ont été contraints de mettre leur personnel en chômage temporaire pour raisons économiques liées au coronavirus ;

Considérant que toutes les demandes de chômage temporaire liées au COVID-19 seront traitées comme relevant du chômage temporaire pour force majeure ;

Considérant que cette mise au chômage temporaire d'un grand nombre de personnes va conduire à une diminution des revenus moyens des ménages ;

Considérant que la Déclaration de politique régionale du Gouvernement wallon (2019-2024) prévoit la maîtrise du prix de l'eau ;

Considérant que cette Déclaration précise que « Les opérateurs mettront tout en œuvre afin de ne pas augmenter le prix de l'eau au-delà de l'inflation » ;

Considérant que concernant l'opérateur Société wallonne des eaux, le contrat de gestion entre le Gouvernement wallon et la Société wallonne des eaux (2018-2022) prévoit comme engagement la maîtrise du prix de l'eau ;

Considérant que concernant la Société publique de gestion de l'eau, le contrat de gestion entre le Gouvernement et la Société publique de gestion de l'eau (2017-2022) prévoit également la maîtrise du prix de l'eau ;

Considérant que Le Gouvernement wallon associe la Société wallonne des eaux et la Société publique de gestion de l'eau dans le cadre de la régulation pour la fixation du prix de l'eau dans le sens de l'intérêt public ;

Considérant que l'évolution de l'accessibilité financière de l'eau est issue du croisement de deux facteurs : l'évolution de la facture d'eau et l'évolution du revenu des ménages ;

Considérant que les factures moyennes d'eau et d'assainissement correspondent généralement à moins de 1,4 % du revenu moyen des ménages ;

Considérant que ce pourcentage augmente lorsque le revenu est plus faible ;

Considérant que l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) considère que le seuil au-delà duquel la facture d'eau devient inaccessible se situe à 3% ;

Considérant que l'OCDE considère que les structures tarifaires doivent être conçues de façon à assurer que les services soient accessibles et abordables pour tous ;

Considérant que dès lors un soutien spécifique pour les personnes frappées économiquement par la crise du coronavirus (COVID-19), plus précisément les personnes bénéficiant du chômage temporaire pour force majeure a été mis en place afin de ne pas dépasser le seuil d'accessibilité financière ;

Considérant que ce soutien spécifique a fait l'objet d'une note au gouvernement et se matérialise en une aide forfaitaire financière ;

Considérant que ce soutien spécifique aura un impact financier pour les distributeurs d'eau et la Société publique de gestion de l'eau;

Considérant en effet que le montant des factures sera réduit et qu'en outre, la charge administrative des distributeurs d'eau pour gérer le mécanisme exceptionnel de soutien au paiement de la facture d'eau, et les coûts y associés seront plus importants ;

Considérant que ce soutien spécifique accordé au travers de la facturation portera également sur des consommations de l'année 2019 ;

Considérant en effet qu'en raison des cycles de facturation, environ la moitié des consommations de l'année 2019 seront facturées durant l'année 2020 ;

Considérant qu'un grand nombre de ces factures émises en 2020 seront impactées par la mesure de soutien spécifique ;

Considérant qu'en raison de la crise liée au COVID-19, les distributeurs d'eau vont également devoir faire face à des retards de paiement et à des créances irrécouvrables sur les exercices futurs ;

Considérant que ces retards de paiement et ces créances irrécouvrables porteront notamment sur des consommations de l'année 2019 ;

Considérant que dans ces circonstances, il convient de permettre aux distributeurs d'eau et à la Société publique de gestion de l'eau de constituer pour l'exercice 2019 une provision pour risque et charge spécifique pour se prémunir contre les charges liées à la crise COVID-19 et notamment celles relatives à la mise en place d'un mécanisme de soutien spécifique au paiement de la facture d'eau pour les personnes impactées économiquement par la crise du COVID-19 et celles relatives à des retards de paiement et des créances irrécouvrables ;

Considérant que cette provision aura pour but de pouvoir répercuter un événement post-clôture sur l'exercice 2019 ;

Considérant que l'article R.308bis-21 de la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau prévoit la possibilité de constituer des provisions pour risques et charges spécifiques ;

Considérant que cet arrêté permettra aux distributeurs d'eau et à la SPGE de constituer pour l'exercice 2019 une provision pour risque et charge spécifique pour se prémunir contre les charges liées à la crise COVID-19 et notamment celles relatives à la mise en place d'un mécanisme de soutien spécifique au paiement de la facture d'eau pour les personnes impactées économiquement par la crise du COVID-19 et celles relatives à des retards de paiement et des créances irrécouvrables ;

Sur proposition de La Ministre de l'Environnement ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans le plan comptable de l'eau, des provisions pour risques et charges spécifiques peuvent être constituées pour se prémunir contre les charges liées à une crise exceptionnelle suite à la mise en place d'un mécanisme de soutien au paiement de la facture d'eau et suite à des retards de paiement et des créances irrécouvrables.

Les distributeurs et autres opérateurs du cycle anthropique de l'eau sont autorisés à constituer une provision pour risque et charge sur leur exercice 2019 pour couvrir l'impact de la crise COVID-19 et notamment celui relatif à la mise en place d'un mécanisme de soutien spécifique au paiement de la facture d'eau pour les personnes impactées économiquement par la crise du COVID-19 et celui relatif à des retards de paiement et des créances irrécouvrables.

La Société wallonne des eaux et la Société publique de gestion de l'eau constituent cette provision sur l'exercice 2019 pour un montant respectivement de 5.250.000 euros et 4.750.000 euros.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain du jour de sa signature.

Art. 3. La Ministre de l'Environnement est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 22 avril 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2020/40986]

22. APRIL 2020 — Erlass der Wallonischen Regierung, durch den den Versorgern und sonstigen Betreibern des anthropogenen Wasserkreislaufs gestattet wird, für das Geschäftsjahr 2019 eine Rückstellung für Risiken und Aufwendungen zu bilden, um die Auswirkungen der COVID-19-Krise abzudecken

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, insbesondere der Artikel D.228 1 und R.308 bis-21;

Aufgrund des Berichts vom 1. April 2020, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, Artikel 3 § 1;

Aufgrund der Dringlichkeit, die es nicht erlaubt, das Gutachten der Abteilung Gesetzgebung des Staatsrates innerhalb einer auf fünf Tage verkürzten Frist abzuwarten, insbesondere wegen der dringenden Hilfe, die den verschiedenen Akteuren bei der Bewältigung der Folgen der COVID-19-Krise geleistet werden wird. Folglich ist den Versorgern und sonstigen Betreibern des anthropogenen Wasserkreislaufs zu erlauben, so schnell wie möglich für das Geschäftsjahr 2019 eine Rückstellung für Risiken und Aufwendungen zu bilden;

In der Erwägung, dass die außergewöhnliche Gesundheitskrise im Zusammenhang mit dem COVID-19, die Belgien derzeit erlebt, sowie die derzeitigen und künftigen Maßnahmen zur Begrenzung der Ausbreitung des Virus in der Bevölkerung jede Form von Aktivitäten auf dem Gebiet der Wallonischen Region verlangsamen oder sogar bestimmte Dienste zum Erliegen bringen kann;

In der Erwägung, dass zahlreiche Arbeitgeber gezwungen waren, ihr Personal aus wirtschaftlichen Gründen im Zusammenhang mit dem Coronavirus vorübergehend zu entlassen;

In der Erwägung, dass alle Anträge auf vorübergehende Arbeitslosigkeit im Zusammenhang mit dem COVID-19 als vorübergehende Arbeitslosigkeit infolge höherer Gewalt behandelt werden;

In der Erwägung, dass diese vorübergehende Arbeitslosigkeit einer großen Zahl von Personen zu einem Rückgang des durchschnittlichen Haushaltseinkommens führen wird;

In der Erwägung, dass in der regionalpolitischen Erklärung der Wallonischen Regierung (2019-2024) die Kontrolle des Wasserpreises vorgesehen ist;

In der Erwägung, dass in dieser Erklärung erklärt wird, dass "die Betreiber alles in ihrer Macht Stehende tun werden, um eine Erhöhung des Wasserpreises über die Inflation hinaus zu vermeiden";

In der Erwägung, dass der Verwaltungsvertrag zwischen der Wallonischen Regierung und der Wallonischen Wassergesellschaft (2018-2022) für die Wallonischen Wassergesellschaft als Betreiber eine Verpflichtung zur Kontrolle des Wasserpreises enthält;

In der Erwägung, dass der Verwaltungsvertrag zwischen der Wallonischen Regierung und der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung (2017-2022) für die Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung ebenfalls eine Verpflichtung zur Kontrolle des Wasserpreises enthält;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung die Wallonische Wassergesellschaft und die Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung im Rahmen der Regulierung zur Festsetzung des Wasserpreises im öffentlichen Interesse beteiligt;

In der Erwägung, dass die Entwicklung der Erschwinglichkeit von Wasser das Ergebnis der Kreuzung von zwei Faktoren ist: die Entwicklung der Wasserrechnung und die Entwicklung des Haushaltseinkommens;

In der Erwägung, dass die durchschnittlichen Wasser- und Abwasserrechnungen im Allgemeinen weniger als 1,4% des durchschnittlichen Haushaltseinkommens ausmachen;

In der Erwägung, dass dieser Prozentsatz steigt, wenn das Einkommen geringer ist;

In der Erwägung, dass die Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (OECD) der Ansicht ist, dass die Schwelle, ab der die Wasserrechnung unerschwinglich wird, 3% beträgt;

In der Erwägung, dass die OECD der Ansicht ist, dass die Tarifstrukturen so gestaltet werden sollten, dass die Dienstleistungen für alle zugänglich und erschwinglich sind;

In der Erwägung, dass daher eine spezifische Unterstützung für die von der Coronavirus-Krise (COVID-19) wirtschaftlich Betroffenen, genauer gesagt für diejenigen, die infolge höherer Gewalt vorübergehend arbeitslos sind, eingeführt wurde, um die Schwelle der Erschwinglichkeit nicht zu überschreiten;

In der Erwägung, dass diese spezifische Unterstützung Gegenstand eines Berichts an die Regierung war und in Form einer pauschalen Finanzhilfe erfolgt;

In der Erwägung, dass diese spezifische Unterstützung finanzielle Auswirkungen für die Wasserversorger und die Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung haben wird;

In der Erwägung, dass die Höhe der Rechnungen verringert wird und dass darüber hinaus der Verwaltungsaufwand für die Wasserverteiler bei der Umsetzung des außerordentlichen Unterstützungsmechanismus für die Zahlung der Wasserrechnung und die damit verbundenen Kosten höher sein werden;

In der Erwägung, dass diese spezifische Unterstützung, die durch die Rechnungsstellung gewährt wird, auch den Verbrauch für das Jahr 2019 einschließt;

In der Erwägung, dass aufgrund der Abrechnungszyklen etwa die Hälfte des Verbrauchs des Jahres 2019 im Jahr 2020 in Rechnung gestellt werden wird;

In der Erwägung, dass eine große Anzahl dieser im Jahr 2020 ausgestellten Rechnungen von der spezifischen Unterstützungsmaßnahme betroffen sein wird;

In der Erwägung, dass die Wasserverteiler aufgrund der Krise im Zusammenhang mit COVID-19 auch in den kommenden Jahren mit Zahlungsverzug und uneinbringlichen Forderungen konfrontiert sein werden;

In der Erwägung, dass sich dieser Zahlungsverzug und diese uneinbringlichen Forderungen insbesondere auf den Verbrauch im Jahr 2019 beziehen werden;

In der Erwägung, dass den Wasserversorgern und der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung unter diesen Umständen zu gestatten ist, eine Rückstellung für spezifische Risiken und Aufwendungen für das Haushaltsjahr 2019 zu bilden, um sich gegen Belastungen im Zusammenhang mit der COVID-19-Krise zu schützen, insbesondere gegen Belastungen im Zusammenhang mit der Umsetzung eines spezifischen Unterstützungsmechanismus für die Zahlung der Wasserrechnung für Menschen, die wirtschaftlich von der COVID-19-Krise betroffen sind, und gegen Belastungen im Zusammenhang mit Zahlungsverzug und uneinbringlichen Forderungen;

In der Erwägung, dass der Zweck dieser Rückstellung darin besteht, ein nach Rechnungsabschluss eintretendes Ereignis auf das Haushaltsjahr 2019 übertragen zu können;

In der Erwägung, dass Artikel R.308bis-21 des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, die Möglichkeit vorsieht, Rückstellungen für spezifische Risiken und Aufwendungen zu bilden;

In der Erwägung, dass der vorliegende Erlass den Wasserversorgern und der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung ermöglichen wird, eine Rückstellung für spezifische Risiken und Aufwendungen für das Haushaltsjahr 2019 zu bilden, um sich gegen Belastungen im Zusammenhang mit der COVID-19-Krise zu schützen, insbesondere gegen Belastungen im Zusammenhang mit der Umsetzung eines spezifischen Unterstützungsmechanismus für die Zahlung der Wasserrechnung für Menschen, die wirtschaftlich von der COVID-19-Krise betroffen sind, und gegen Belastungen im Zusammenhang mit Zahlungsverzug und uneinbringlichen Forderungen;

Auf Vorschlag der Ministerin für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In dem Kontenplan des Wassersektors können Rückstellungen für spezifische Risiken und Aufwendungen gebildet werden, um sich gegen Belastungen im Zusammenhang mit einer außergewöhnlichen Krise nach der Einführung eines Unterstützungsmechanismus für die Zahlung der Wasserrechnung und nach Zahlungsverzug und uneinbringlichen Forderungen abzusichern.

Den Versorgern und sonstigen Betreiber des anthropogenen Wasserkreislaufs wird gestattet, für das Geschäftsjahr 2019 eine Rückstellung für Risiken und Aufwendungen zu bilden, um die Auswirkungen der COVID-19-Krise abzudecken, insbesondere jene Auswirkungen, die sich auf die Umsetzung eines spezifischen Unterstützungsmechanismus für die Zahlung der Wasserrechnung für die von der COVID-19-Krise wirtschaftlich betroffenen Personen beziehen, sowie jene, die sich auf Zahlungsverzug und uneinbringliche Forderungen beziehen.

Die Wallonische Wassergesellschaft und die Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung bilden diese Rückstellung für das Geschäftsjahr 2019 in Höhe von 5.250.000 Euro bzw. 4.750.000 Euro.

Art. 2. Der vorliegende Erlass tritt am Tag nach seiner Unterzeichnung in Kraft.

Art. 3. Die Ministerin für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 22. April 2020

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RÜPO

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/40986]

22 APRIL 2020. — Besluit van de Waalse Regering waarbij de verdelers en andere operatoren van de antropogene watercyclus ertoe gemachtigd worden om op hun boekjaar 2019 een provisie voor risico's en lasten aan te leggen om de impact van de crisis COVID-19 te dekken

De Waalse Regering,

Gelet op Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, inzonderheid op de artikelen D.228 en R.308 tot bis-21;

Gelet op het rapport van 1 april 2020 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid die het niet mogelijk maakt het advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State af te wachten binnen een tot vijf dagen teruggebrachte termijn, met name vanwege de dringende steun die zal worden toegekend aan verschillende actoren om de gevolgen van de crisis COVID-19 het hoofd te bieden; dat te dien einde aan de verdelers en andere operatoren van de antropogene watercyclus dient te worden toegestaan zo spoedig mogelijk op hun boekjaar 2019 een provisie voor risico's en lasten aan te leggen;

Overwegende dat de buitengewone gezondheids crisis in verband met COVID-19 die heden België treft en dat de huidige en komende regels, genomen om de verspreiding van het virus onder de bevolking te beperken, van dien aard zijn dat ze iedere vorm van activiteit op het grondgebied van het Waalse Gewest vertragen en sommige diensten zelfs lamleggen;

Overwegende dat talrijke werkgevers gedwongen zijn om hun personeel in tijdelijke werkloosheid te plaatsen om economische redenen die verband houden met het coronavirus;

Overwegende alle aanvragen voor tijdelijke werkloosheid gebonden aan COVID-19 als tijdelijke werkloosheid wegens overmacht zullen worden behandeld;

Overwegende dat deze tijdelijke werkloosheid van een groot aantal mensen tot een daling van het gemiddelde gezinsinkomen zal leiden;

Overwegende dat de gewestelijke beleidsverklaring van de Waalse Regering (2019-2024) in de beheersing van de waterprijs voorziet;

Overwegende dat deze verklaring bepaalt dat "de operatoren alles in het werk zullen stellen om te voorkomen dat de waterprijs boven de inflatie uitstijgt";

Overwegende dat, wat de operator "Société wallonne des eaux" (Waalse Watermaatschappij) betreft, het beheerscontract tussen de Waalse Regering en de "Société wallonne des eaux" (2018-2022) in de beheersing van de waterprijs voorziet;

Overwegende dat, wat de "Société publique de gestion de l'eau" (Openbare waterbeheersmaatschappij) betreft, het beheerscontract tussen de Waalse Regering en de "Société wallonne des eaux" (2017-2022) ook in de beheersing van de waterprijs voorziet;

Overwegende dat de Waalse Regering de "Société wallonne des eaux" en de "Société publique de gestion de l'eau" bij de regulering voor de vaststelling van de waterprijs in het algemeen belang betreft;

Overwegende dat de evolutie van de betaalbaarheid van het water het resultaat van de kruising van twee factoren is: de evolutie van de waterfactuur en de evolutie van het gezinsinkomen;

Overwegende dat de gemiddelde water- en saneringsfacturen over het algemeen minder dan 1,4% van het gemiddelde gezinsinkomen bedragen;

Overwegende dat dit percentage toeneemt wanneer het inkomen lager is;

Overwegende dat de Organisatie voor Economische Samenwerking en Ontwikkeling (OESO) van mening is dat de drempel waarboven de waterfactuur onbetaalbaar wordt, 3% is;

Overwegende dat de OESO van mening is dat de tariefstructuren zodanig moeten worden ontworpen dat de diensten voor iedereen toegankelijk en betaalbaar zijn;

Overwegende dat er dus een specifieke steun is ingesteld voor mensen die economisch worden getroffen door de crisis van het coronavirus (COVID-19), meer bepaald de personen die de tijdelijke werkloosheid wegens overmacht genieten, om de betaalbaarheidsdrempel niet te overschrijden;

Overwegende dat deze specifieke steun het voorwerp heeft uitgemaakt van een nota aan de Regering en de vorm aanneemt van een forfaitaire financiële bijstand;

Overwegende dat deze specifieke steun een financiële impact zal hebben voor de waterverdelers en de "Société publique de gestion de l'eau";

Overwegende dat het bedrag van de facturen zal worden verlaagd en dat bovendien de administratieve last voor de waterverdelers om het uitzonderlijke steunmechanisme voor de betaling van de waterfactuur te beheren en de daarmee gepaard gaande kosten groter zullen zijn;

Overwegende dat deze via de facturering verleende specifieke steun ook op het verbruik van het jaar 2019 betrekking zal hebben;

Overwegende dat ongeveer de helft van het verbruik van het jaar 2019 als gevolg van de factureringscyclus in de loop van het jaar 2020 zal worden gefactureerd;

Overwegende dat een groot aantal van deze facturen die in 2020 worden uitgeschreven, door de specifieke ondersteuningsmaatregel zullen worden beïnvloed;

Overwegende dat de waterverdelers wegens de crisis COVID-19 ook in de komende jaren te maken zullen krijgen met betalingsachterstanden en oninbare schulden;

Overwegende dat deze betalingsachterstanden en oninbare schulden met name betrekking zullen hebben op het verbruik in 2019;

Overwegende dat het in deze omstandigheden passend is om de waterverdelers en de "Société publique de gestion de l'eau" toe te staan een provisie voor specifieke risico's en lasten op het boekjaar 2019 aan te leggen om zich te beschermen tegen lasten in verband met de crisis COVID-19 en in het bijzonder lasten in verband met de invoering van een specifiek ondersteuningsmechanisme voor de betaling van de waterfactuur voor mensen die economisch worden getroffen door de crisis COVID-19 en lasten in verband met betalingsachterstanden en oninbare schulden;

Overwegende dat deze provisie tot doel zal hebben een gebeurtenis na de afsluiting van het boekjaar 2019 te kunnen doorberekenen;

Overwegende dat artikel R.308bis-21 van het reglementair deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, in de mogelijkheid voorziet om provisie voor bijzondere risico's en lasten aan te leggen;

Overwegende dat dit besluit de waterverdelers en de "Société publique de gestion de l'eau" de mogelijkheid zal bieden om een provisie voor specifieke risico's en lasten voor het boekjaar 2019 aan te leggen om zich te beschermen tegen lasten in verband met de crisis COVID-19 en in het bijzonder lasten in verband met de invoering van een specifiek ondersteuningsmechanisme voor de betaling van de waterfactuur voor mensen die economisch worden getroffen door de crisis COVID-19 en lasten in verband met betalingsachterstanden en oninbare schulden;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit:

Artikel 1. In het Boekhoudplan van de watersector kunnen provisie voor specifieke risico's en lasten aangelegd worden om zich te beschermen tegen lasten in verband met een uitzonderlijke crisis als gevolg van de invoering van een ondersteuningsmechanisme voor de betaling van de waterfactuur en als gevolg van betalingsachterstanden en oninbare schulden.

De verdelers en andere operatoren van de antropogene watercyclus worden ertoe gemachtigd om op hun boekjaar 2019 een provisie voor risico's en lasten aan te leggen om de impact van de crisis COVID-19 te dekken, en met name de impact betreffende de invoering van een specifiek steunmechanisme voor de betaling van de waterfactuur voor mensen die economisch worden getroffen door de crisis COVID-19 en die welke betrekking heeft op betalingsachterstanden en oninbare schulden.

De "Société wallonne des eaux" en de "Société publique de gestion de l'eau" leggen deze provisie op het boekjaar 2019 aan voor een bedrag van respectievelijk 5.250.000 euro en 4.750.000 euro.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op de dag volgend op de dag van zijn ondertekening.

Art. 3. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 22 april 2020.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/40987]

22 AVRIL 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'interdiction temporaire des restrictions d'accès à la distribution publique de l'eau en raison des mesures d'urgence prises pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19

Le Gouvernement wallon,

Vu le Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, les articles D.2., 28°, D.202 D.232 et les articles R.270bis-7 et R.270bis-13 ;

Vu le rapport du 19 mars 2020 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1^{er} ;

Vu l'urgence qui ne permet pas d'attendre l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat dans un délai ramené à cinq jours, en raison notamment de l'imminence des échéances trimestrielles de facturation intermédiaire d'eau de la distribution publique, de l'augmentation nécessaire des volumes d'eau consommés par les usagers, dont les ménages, en période de confinement imposé par les arrêtés du Ministre fédéral de la Sécurité et de l'Intérieur des 18 mars 2020 et 23 mars 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, et de la nécessité immédiate de permettre aux usagers de consommer les volumes d'eau nécessaires à respecter les mesures de prévention de la propagation du coronavirus COVID-19; par conséquent, il est indispensable de prendre les mesures nécessaires sans délai;

Considérant que la crise sanitaire exceptionnelle liée au COVID-19 que connaît aujourd'hui la Belgique et les mesures, actuelles et à venir, prises pour limiter la propagation du virus dans la population impose le confinement de tous ; que cette mesure induit une consommation plus importante de l'eau par les ménages ;

Considérant que les mesures d'hygiène prescrites en cette période de crise sont également de nature à augmenter la consommation d'eau ;

Qu'il convient aujourd'hui de prévoir dans l'urgence un accès à tous et en tout temps à l'eau en qualité et quantité suffisante ;

Considérant que cet accès à l'eau, d'autant plus essentiel en période de crise, ne peut subir le moindre retard ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Environnement ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans la mesure des disponibilités de leur personnel, moyennant la possibilité d'accéder au compteur, tout en respectant les mesures de distanciation sociale imposées par l'autorité fédérale et sans préjudicier à la priorité donnée aux actions visant à assurer la distribution publique continue de l'eau, les distributeurs visés à l'article D.2., 28°, du Code de l'Eau doivent retirer les limiteurs de débit d'eau posés en vertu de l'article R.270bis-13 du Code de l'Eau.

Art. 2. Il est interdit de placer des limiteurs de débit d'eau prévus à l'article R.270bis-13 du Code de l'Eau.

Art. 3. Toute interruption du service de la distribution publique de l'eau à des fins domestiques visée à l'article R.270bis-7 du Code de l'Eau est interdite, à l'exception des interruptions exigées par des raisons techniques ou des raisons de sécurité.

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} avril 2020 pour une durée de 60 jours.

Art. 5. En cas de prolongation des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 par le Ministre Fédéral de la Sécurité et de l'Intérieur, la Ministre de l'Environnement peut proroger ces mesures pour une durée de 30 jours, renouvelable deux fois.

Art. 6. Le présent arrêté est notifié à chaque distributeur assurant la distribution publique de l'eau en Région wallonne.